

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 RUE WEBER
CS 52002
30907 Nîmes

Nîmes, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

Parc Saint - Jean - Bât 1
ZAC du Mas de Grille
34430 Saint-Jean-De-Védas

Références : 2026-02-64
Code AIOT : 0006600508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 Caveirac. L'inspection a été annoncée le 08/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC 2025

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- Deveze de Bouzanquet - Le Jal 30820 Caveirac
- Code AIOT : 0006600508

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Caveirac exploite un gisement calcaire pour la production de granulats à destination des marchés de proximité urbains et d'infrastructures routières et des blocs pour enrochement dans le cadre d'ouvrages de protection du littoral.

Cette carrière joue également un rôle de bassin écrêteur de crues pour protéger la commune de Nîmes en cas de fortes intempéries.

La carrière accueille également une station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, à ce titre elle est donc autorisée à valoriser les déchets issus du chantier des tours Matisse de Nîmes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Caractéristiques des rejets au milieu	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
2	Autres dispositions	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des rejets au milieu	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Mesures de réhabilitation du site	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 9.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Réhabilitation du site à l'arrêt des installations	Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 9.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence les écarts suivants :

- Les analyses de suivi de la qualité des eaux souterraines ne comprennent pas tous les paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation;
- Les eaux rejetées au droit du débiteur-déshuileur sont chargées en matières en suspension dont les concentrations sont nettement supérieures aux seuils réglementaires malgré le remplacement récent du dispositif.
- La stabilité de la verse et des fronts au droit du bassin écrêteur de crue est dégradée.
- La clôture à l'Est du site est abîmée en raison de l'absence d'un accès au piézomètre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractéristiques des rejets au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des eaux rejetées au milieu
Prescription contrôlée : <p>Les rejets d'eaux dans le ruisseau du Rianse (prélèvement réalisé au niveau du bassin de rétention, à proximité du pompage, pour des raisons de commodité d'accès et de sécurité) et en sortie du système de traitement de l'aire étanche, équipée d'un caniveau de collecte, relié à un système de séparation des hydrocarbures, font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter sans dilution, en particulier, les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5.5 et 8.5,- la température est inférieure à 30°C;- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF EN 872)- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125mg/l (norme NFT 90 101). Dans le cas de teneurs basse, inférieure à 30mg/l, la norme EN 15705 est utilisable);- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10mg/l (norme NF EN ISO 9377-2 - Norme NF EN ISO 11423-1, dès sa parution la norme X PT 90124 devra être utilisée à la place de la norme NF EN ISO 11423-1). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24h00; en ce qui concerne les M.E.S.T, la D.C.O et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100mg/Pt/l (norme NF EN ISO 7887).</p> <p>Les analyses - à minima - annuelles de la qualité des rejets d'eaux sont réalisées aux frais de l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyses des eaux rejetées en sortie du débourbeur-déshuileur sur les deux dernières années. Ils révèlent la présence de matières en suspension (MES) en concentrations supérieures à celles imposées par l'arrêté préfectoral susvisé, soit 35mg/l :</p> <ul style="list-style-type: none">- Analyse du 26/03/24 : 130 mg/l - rapport B24/R9768/0331 du 11/04/24;- Analyse du 23/09/24 : 160 mg/l - rapport B24/R9768/0346 du 09/10/24;- Analyse du 24/03/2025 : 120 mg/l - rapport B25/R9798/0355 du 08/04/25;- Analyse du 17/12/2025 : 79 mg/l - rapport B25/R9768/0374 du 29/12/2025; <p>L'exploitant a informé l'inspection que le débourbeur-déshuileur était fissuré et qu'il a été remplacé le 3 novembre 2025 (facture n°fa0000344 du 25/11/2025).</p> <p>Les analyses effectuées en décembre 2025 démontrent néanmoins une persistance des concentrations en MES.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de rechercher les causes de ces écarts, de mettre en œuvre les actions correctives nécessaires et de réaliser des analyses contradictoires à transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Autres dispositions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de protection des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter l'impact de l'exploitation sur la qualité des eaux souterraines, les mesures de protection proposées dans les études hydrogéologique et hydraulique seront mises en oeuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une clôture étendue à la zone d'extension est mise en place afin d'éviter tout risque de pollution par des apports non contrôlés ou des actes de malveillance, - la vidange de l'excavation de la "Devèze" (bassin de rétention des eaux pluviales) est réalisée par pompage des eaux claires en surface, après la fin de l'épisode pluvieux et la décantation naturelle des eaux (pas de pompage pendant l'épisode pluvieux ni juste après). Un délai sans pompage est observé après un tel épisode, afin de permettre la décantation naturelle des eaux. Après approfondissement, le pompage sera réalisé à la cote 15m NGF (au lieu de 30mNGF actuellement). Ce pompage se fait avec un débit de 150m³/h et peut être augmenté de manière exceptionnelle en cas d'évènements plus important, afin de conserver un temps de vidange raisonnable, inférieur à 6 mois. - des consignes sont données aux personnes en charge des travaux de découverte et d'extraction, afin de signaler toute anomalie au chef de carrière concernant la présence éventuelle de fissures ou de fractures. En cas de doute sur une anomalie, les travaux sont suspendus dans le secteur concerné, la zone balisée et un avis sera sollicité auprès d'un bureau d'études spécialisé en hydrogéologie, - la procédure d'intervention en cas de découverte d'éventuelles structures à transmissivités verticales importantes (fissures ou fractures karstiques non colmatées) dans le gisement calcaire est opérationnelle : balisage, mise en place d'un merlon de protection pour la mise en sécurité après avis du bureau d'études spécialisée, colmatage et étanchement de ces fissures selon le cas, - une aire technique étanche avec un système de collecte des eaux (pente ou caniveau) et reliée à un séparateur hydrocarbures est opérationnelle, - le carburant est stocké dans un bâti à l'abri des intempéries, sur un bac de rétention maçonné au niveau de l'aire étanche, - le ravitaillement en carburant des engins mobiles depuis la cuve de stockage et l'entretien courant des engins sont réalisés sur l'aire technique étanche située devant l'atelier, équipée d'un caniveau de collecte, relié à un système de séparation des hydrocarbures, - les travaux de gros entretien et les réparations sont réalisés en dehors de la carrière, chez les fournisseurs ou sous-traitants, - une procédure est mise en oeuvre pour le ravitaillement de la pelle et du groupe mobile de traitement (matériel de mobilité réduite) sur la zone d'extraction, réalisé en bord à bord par un

camion citerne pourvu de toutes les dispositions en vigueur en matière de prévention des risques de pollution: pistolet de distribution à déclenchement manuel avec dispositif automatique de détection de trop plein, bac à égouttures et kit anti-pollution,

- les huiles sont stockées dans l'atelier sur une rétention de contenance adaptée,
- une vérification et un entretien régulier des engins et des machines sont réalisés afin d'éviter tout risque de fuite,
- des kits anti-pollution lors du ravitaillement en carburant (stockés à proximité du groupe mobile et dans l'atelier) et des feuilles absorbantes stockées dans les engins sont mis à disposition du personnel,
- le séparateur à hydrocarbures est régulièrement vérifié et entretenu,
- le personnel est formé et sensibilisé pour toute intervention sur une pollution, notamment sur la procédure d'intervention d'urgence expliquant la démarche à adopter en cas de pollution.

Constats :

Une partie de la clôture au droit du piézomètre Est est abimée car il n'y a pas d'accès pour réaliser les prélèvements dans cet ouvrage.

Concernant les fissures karstiques, l'exploitant a déclaré qu'il n'y a eu aucune découverte de fractures et a fourni, post-inspection, une procédure d'intervention mise à jour;

Concernant le débourbeur-déshuileur, son efficacité est à démontrer. En effet, les analyses de rejets d'eau en sortie vus au constat n°1 révèlent un dysfonctionnement sur l'ouvrage.

Concernant les travaux de gros entretiens, l'exploitant déclare qu'aucun travaux n'a été réalisé sur le site.

Pour les autres points, l'exploitant a fourni les justificatifs idoines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- réparer la clôture au droit du piézomètre Est;
- justifier du bon fonctionnement du débourbeur-déshuileur

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des rejets au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Trois piézomètres sont implantés selon les recommandations de l'étude hydrogéologique fournie dans la demande susvisée :

- un piézomètre déjà existant en aval de la carrière autorisée par arrêtés antérieurs susvisés,
- un piézomètre supplémentaire en aval de la zone d'extension,

un piézomètre supplémentaire en amont de la zone d'extension sachant que ce piézomètre amont peut être celui dit de l'éolienne (PE) en début de l'exploitation, remplacé par un nouvel ouvrage au nord-est après sa destruction.

Les nouveaux piézomètres ont une profondeur d'une centaine de mètres et sont protégés par un

prétubage en acier avec une cimentation à l'extrados sur une profondeur de 6m au minimum. Ces ouvrages (nouveaux et existants) permettent de contrôler l'impact du rabattement de la nappe sur l'aval de l'aquifère et les forages privés voisins. Un contrôle en continu du niveau est mis en place sur l'ouvrage jugé le plus représentatif par le bureau d'étude hydrogéologique en charge du suivi, les autres piézomètres faisant l'objet d'un contrôle manuel semestriel. Suivant les résultats du suivi sur l'impact du rabattement de la nappe, des mesures rectificatives pourront être prises si le rabattement est jugé trop important (baisse du débit de pompage en basses eaux). Les analyses à minima biannuelles de la qualité des eaux sont réalisées aux frais de l'exploitant sur les trois piézomètres afin de vérifier la non-dégradation entre l'amont et l'aval hydrogéologiques, sur notamment les param_tres suivants : pH, température, Matières en suspension Totale (MEST ou turbidité, Demande Chimique en Oxygène, hydrocarbures et balance ionique de l'eau.

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport de l'hydrogéologue n°330/075 AV 25 209 daté du 08 janvier 2026 portant sur le suivi quantitatif des eaux souterraines. Les piézomètres PZ Sud et PZ Est sont équipés d'un enregistreur de niveau automatisé posé respectivement les 14/08/2018 et 18/03/2020 et permettant un suivi continu de leur niveau d'eau. Le Pz Nord fait l'objet de mesures manuelles trimestrielles. L'hydrogéologue conclut que les suivis quantitatifs réalisés sur les trois ouvrages ne révèlent aucune influence mesurable de l'activité de la carrière sur la piézométrie locale. L'hydrogéologue fixe des mesures complémentaires au point 4 de son rapport : réalisation d'une dalle périphérique autour de chaque piézomètre afin d'atteindre en tout point une taille d'un mètre par rapport à l'axe de l'ouvrage; D'une épaisseur minimum de 30 cm en son centre, elle devra présenter une pente centrifuge pour éloigner les eaux de ruissellement de l'axe du tubage. La tête de l'ouvrage PZ Sud doit être rehaussée de manière à dépasser d'environ 50 cm du sol naturel, conformément aux recommandation en vigueur et devra être sécurisée avec un cadenas à clé. Des analyses de la qualité des eaux ont été réalisées sur les trois piézomètres. L'exploitant a fourni des rapports d'analyses du 15/04/2024, 7/10/2024, 08/04/2025 et 3/11/2025, lesquelles ne comprennent pas le calcul de la balance ionique de l'eau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de :

- mettre en œuvre les prescriptions de l'hydrogéologue relatives à la protection des piézomètres et des eaux souterraines ;
- d'intégrer dans les prochaines analyses de suivi de la qualité de l'eau, le calcul de la balance ionique de l'eau et d'identifier clairement ce paramètre dans les rapports d'analyses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réhabilitation du site à l'arrêt des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : [...] La remise en état ne sera réalisée qu'avec des matériaux non susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines.[...]
Constats : L'exploitant déclare n'avoir pas débuté la remise en état du site en raison du retard pris dans le phasage d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de réhabilitation du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/03/2018, article 9.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Talutage de certains fronts et remblais
Prescription contrôlée : [...] La stabilité des talutages est assurée en les appuyant contre la roche en créant une pente douce et en les ensemençant rapidement assurant ainsi la cohésion de ces matériaux et constituant une protection contre le ravinement.[...]
Constats : Suite à la visite d'inspection du 19/11/2024, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploiter de lui transmettre un recollement des mesures proposées par l'étude de stabilité de Mars 2022 avec l'indication des mesures mises en œuvre et restant à réaliser. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les deux premières mesures à court terme ont été mises en œuvre, à savoir, la mise en place de blocs pour empêcher l'accès au talus sur la plate-forme supérieure et la réalisation de travaux d'inclinaison de la piste pour éviter que les eaux de ruissellement n'atteignent la plate-forme et les fissures. Concernant les mesures à long terme, l'exploitant indique, dans un document transmis post-inspection, avoir réalisé des travaux de reprofilage du talus mais ceux-ci ne sont pas consolidés par la fourniture d'un plan topographique, d'un plan en coupe justifiant de la mise en sécurité des fronts ouest et d'un avis du bureau d'étude MICA Environnement actant de la conformité des travaux réalisés aux mesures préconisées dans l'étude de mars 2022 . Sur le terrain, l'inspection a constaté une dégradation et une perte de stabilité des fronts au niveau des verses. L'exploitant déclare que la réalisation de la piste de 25m dépend du volume de stériles, lequel n'est pas assez conséquent compte tenu du contexte économique et du ralentissement des campagnes d'extraction de matériaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection une étude actualisée de stabilité des fronts et de la verse à stériles relatant à minima : - l'état de stabilité du stockage en place, - les mesures de sécurité à mettre en place et l'efficacité des mesures actuelles, - les solutions adaptées au vu du contexte économique et également en cas de stocks de stériles

insuffisants, - l'établissement de points de référence géologique pour contrôler l'évolution de la verse dans le temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois